

Voor de toepassing van artikel 28, lid 1, wordt gelijkgesteld met een kandidatuur elk volledig schooljaar gepresteerd in een betrekking van kinderverzorger na 1 januari 1982 in een onderwijsinrichting georganiseerd door de Franse Gemeenschap.

Art. 64. § 1. Met het oog op het schooljaar 2004/2005,

- moeten aanvragen om in aanmerking te komen voor de toekenning van een kinderverzorger bedoeld in artikel 23 vóór 19 april 2004 ingediend zijn;
- iedere commissie brengt het advies als bedoeld in artikel 26 uit vóór 7 mei 2004;

§ 2. Met het oog op het schooljaar 2004/2005, is door de minister een oproep tot de kandidaten gericht voor het ambt van kinderverzorger als bedoeld in artikel 28 door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* eind april 2004.

§ 3. Voor het eind van het schooljaar 2003/2004 worden de opdrachten van de commissies bedoeld in dit decreet uitgeoefend in het gesubsidieerde onderwijs door de gewestelijke reffectatiecommissies bedoeld bij het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 16 februari 1990 tot oprichting van Gewestelijke reffectatiecommissies voor het personeel van het gesubsidieerd voorschools en lager onderwijs.

Art. 65. Dit ontwerp van decreet treedt in werking op 1 september 2004, met uitzondering van de bepalingen bedoeld in hoofdstuk III en IV van de eerste titel en titel 4, die in werking treden op 1 april 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekend gemaakt.

Brussel, op 12 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang
en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Bijzonder Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd- en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Documenten van de Raad — Ontwerp van decreet, nr 521-1 — Amendementen van de commissie, nr 521-2 — Verslag, nr 521-3.

Integraal verslag — Bespreking en aanneming - Zitting van 5 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2453

[C - 2004/29241]

19 MAI 2004. — Décret relatif à la négociation en Communauté française (1)

Le Parlement a adopté et nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Des questions communes nécessitant la réunion conjointe
de certains comités de négociation en Communauté française*

Article 1^{er}. Le présent chapitre ne s'applique que :

- si les négociations relatives à la programmation sociale intersectorielle pour les matières visées à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 7 et § 3 et à l'article 9bis, § 1^{er}, 1^o et 2^o, f) et § 5, de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, telle que modifiée par la loi du 5 juin 2004, n'ont pas abouti à un accord;

- si, conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 19 décembre 1974, telle que modifiée par la loi du 5 juin 2004, faute de l'accord préalable de toutes les autorités et de toutes les organisations syndicales, d'autres matières n'ont pu être mises à l'ordre du jour du comité commun à l'ensemble des services publics visé à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 19 décembre 1974 précitée, ou si, dans le cas contraire, les négociations à leur sujet n'ont pas abouti à un accord.

Art. 2. § 1^{er}. Tous les deux ans, le Gouvernement réunit conjointement, afin de mener des négociations sur une programmation sociale intersectorielle :

1^o le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section II (Sous-Section Communauté française);

2^o le Comité de Secteur IX;

3^o le Comité de Secteur XVII, respectivement visés à l'article 17, § 2^{ter}, et à l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

§ 2. Aucune question relative à une programmation sociale sectorielle n'est inscrite à l'ordre du jour de l'un des comités visés au § 1^{er} pendant un délai de quatre mois à partir du moment où la négociation relative à une programmation intersectorielle a été inscrite pour la première fois à l'ordre du jour d'une réunion conjointe des comités visés au § 1^{er}.

Si, pour une période d'en principe deux ans, un accord n'est pas conclu sur une programmation intersectorielle conformément au § 1^{er}, et que par la suite des programmations sectorielles sont conclues au sein de l'un ou des comité(s) visés au § 1^{er}, des négociations sont menées en réunion conjointe sur une éventuelle programmation intersectorielle supplétive pour cette période.

CHAPITRE II. — *Du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 3. Le présent chapitre s'applique aux membres des personnels rémunérés par des subventions-traitements des établissements d'enseignement libre subventionné et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés.

Art. 4. Il est créé un Comité de négociation et de concertation pour les statuts des personnels de l'enseignement libre subventionné, ci-après dénommé le Comité.

Le Comité exerce, pour les membres des personnels visés à l'article 3, les mêmes compétences, pour ce qui concerne les statuts administratifs et, lorsque la disposition projetée concerne exclusivement ces membres du personnel, pécuniaires, que le Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section II (Sous-Section Communauté française).

Ces matières font, selon la même répartition qu'au sein du Comité des Services publics locaux et provinciaux - Section II (Sous-Section Communauté française), l'objet de négociation ou de concertation.

Art. 5. § 1^{er}. Le Comité est composé d'une délégation de l'autorité et de délégations d'organisations syndicales représentant les membres des personnels rémunérés par des subventions-traitements de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, affiliées à des organisations syndicales siégeant au Conseil national du Travail.

§ 2. La délégation de l'autorité, y compris le président et le cas échéant, le(s) vice(s) président(s) se compose au maximum de 10 membres.

La délégation de l'autorité comprend le ministre de la fonction publique et le ministre du budget, ou leurs délégués dûment mandatés.

Les autres membres de la délégation de l'autorité sont choisis par le président parmi les personnes qui, à quel titre que ce soit, ont qualité pour engager le Gouvernement de la Communauté française.

Le président et le(s) vice(s) président(s) sont désignés par le Gouvernement. Ils peuvent se faire remplacer par un délégué dûment mandaté.

La délégation de l'autorité peut se faire accompagner par des techniciens.

§ 3. Chaque organisation syndicale compose librement sa délégation. Celle-ci se compose de maximum quatre membres.

La délégation de chaque organisation syndicale peut se faire accompagner au maximum par deux techniciens par point inscrit à l'ordre du jour.

Art. 6. Le président veille au bon fonctionnement du Comité et désigne le secrétaire de celui-ci, ainsi que le service administratif qui organise le secrétariat.

Le Comité établit son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Gouvernement.

Art. 7. Les mesures prises à la suite de la négociation ou de la concertation mentionnent la date du protocole ou de l'avis motivé visés respectivement à l'article 14 et à l'article 21.

Section 2. — De la négociation

Art. 8. Une question est soumise à la négociation à l'initiative de l'autorité ou d'une organisation syndicale.

En vue de la négociation, les organisations syndicales reçoivent toute documentation nécessaire.

Art. 9. Le président établit l'ordre du jour en tenant compte des initiatives visées à l'article 8; il fixe la date des réunions.

Il dirige les débats et assure l'ordre des réunions.

L'ordre du jour mentionne dans lequel des délais prévus à l'article 10 les négociations doivent être terminées.

Art. 10. Le secrétaire envoie les convocations contenant l'ordre du jour aux membres de la délégation de l'autorité ainsi qu'aux organisations syndicales au moins dix jours ouvrables avant la date de la réunion. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Dans les cas où le président estime qu'il y a urgence, il peut réduire le délai à trois jours ouvrables, sans que cela entraîne nécessairement l'application de l'article 13, alinéa 3.

Chaque convocation est accompagnée de la documentation nécessaire pour la négociation.

Art. 11. En réunion, toute délégation a le droit de proposer des modifications à l'ordre du jour. Celles-ci, pour être effectives, doivent être acceptées à l'unanimité par les délégations présentes.

Art. 12. Ni l'absence d'un ou de plusieurs membres, régulièrement convoqués, de la délégation de l'autorité ni celle d'une ou de plusieurs délégations d'organisations syndicales, régulièrement convoquées, ne vicia la validité des négociations.

Art. 13. La négociation se termine dans le délai de trente jours à compter de celui de la réunion au cours de laquelle le point est abordé pour la première fois.

Le délai peut être prorogé de commun accord entre les délégations présentes.

Le président peut réduire le délai jusqu'à dix jours s'il estime qu'un point doit être traité d'urgence.

Art. 14. Les conclusions de toute négociation sont consignées dans un protocole mentionnant :

- 1° soit l'accord unanime de toutes les délégations;
- 2° soit l'accord entre la délégation de l'autorité et la délégation d'une ou plusieurs organisations syndicales ainsi que la position de la délégation d'une ou plusieurs organisations syndicales;
- 3° soit la position respective de chaque délégation.

Art. 15. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions.

Le procès-verbal de chaque réunion mentionne uniquement :

- 1° l'ordre du jour;
- 2° le nom des membres de la délégation de l'autorité, présents, excusés ou absents;
- 3° les dénominations des organisations syndicales présentes, excusées ou absentes, et le nom des membres des délégations de ces organisations syndicales, qui sont présents ou excusés;
- 4° le nom des techniciens;
- 5° les points discutés;
- 6° les points pour lesquels la négociation est terminée.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Une copie en est envoyée aux membres des délégations et aux organisations syndicales.

Art. 16. A l'expiration du délai fixé à l'article 13, le président établit le projet de protocole conformément à l'article 14 et le soumet pour accord aux autres membres de la délégation de l'autorité, de même qu'aux organisations syndicales, dans les quinze jours qui suivent la clôture de la négociation.

Les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales disposent d'un délai de quinze jours ouvrables à compter de l'envoi, sous pli recommandé à la poste, du document, pour communiquer leurs observations au président; la date de la poste fait foi de l'envoi. Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours, le président peut modifier ce délai.

Si aucune modification de texte n'est proposée, le projet devient le texte définitif du protocole. Dans le cas contraire, les observations sont examinées au cours d'une réunion suivante. Le président rédige le texte définitif du protocole sur la base de cet examen.

Une copie du texte définitif du protocole est envoyée aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales.

Le président invite les membres de la délégation de l'autorité et les organisations syndicales qui souhaitent signer le protocole à le faire dans le délai qu'il détermine, après avoir entendu les organisations syndicales intéressées.

Art. 17. § 1^{er}. L'ordre du jour, avec la documentation annexée, les procès-verbaux et les protocoles sont déposés et conservés au secrétariat.

§ 2. Le secrétaire envoie une copie des protocoles :

- au ministre ayant les statuts des personnels de l'enseignement libre et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dans ses attributions;
- au(x) Ministre(s) ayant les établissements d'enseignement libre subventionné et les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dans ses (leurs) attributions;
- au ministre du budget;
- au ministre de la fonction publique;
- au ministre-président.

Section 3. — De la concertation

Art. 18. Une question est soumise à la concertation à l'initiative de l'autorité ou d'une organisation syndicale.

En vue de la concertation, les organisations syndicales reçoivent toute documentation nécessaire.

Le président du comité établit l'ordre du jour et fixe la date des réunions.

Art. 19. Les articles 9 à 13 et 17, § 1^{er}, s'appliquent mutatis mutandis à la présente Section.

Art. 20. Toute organisation syndicale qui siège dans le Comité peut demander, par écrit au président d'inscrire à l'ordre du jour une question susceptible de faire l'objet d'une concertation. Dans ce cas, il est tenu de réunir le Comité au plus tard soixante jours après la réception de la demande.

Le président peut pour des motifs impérieux refuser d'inscrire un point à l'ordre du jour. Dans ce cas, il doit faire connaître les motifs de son refus au Comité et à l'organisation syndicale intéressée, dans les quinze jours de l'envoi de la demande.

Art. 21. A l'issue de la concertation, le Comité émet un avis motivé.

Art. 22. Le secrétaire rédige les procès-verbaux des réunions.

Le procès-verbal de chaque réunion mentionne :

- 1° l'ordre du jour;
- 2° le nom des membres de la délégation de l'autorité, présents, excusés ou absents;
- 3° la dénomination des organisations syndicales présentes, excusées ou absentes et le nom des membres des délégations de ces organisations syndicales, qui sont présents ou excusés;
- 4° le nom des techniciens;
- 5° le résumé succinct des discussions;
- 6° l'avis motivé.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire.

Art. 23. § 1^{er}. Dans les quinze jours qui suivent la réunion, une copie des procès-verbaux est envoyée, sous pli recommandé à la poste, aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales intéressées.

§ 2. Les membres de la délégation de l'autorité, les organisations syndicales disposent d'un délai de quinze jours ouvrables après l'envoi du procès-verbal, pour communiquer leurs observations au président. La date de la poste fait foi de l'envoi.

Toutefois, sur proposition d'une délégation et après avoir entendu les autres délégations intéressées dans le délai précité de quinze jours ouvrables, le président peut modifier ce délai. Si aucune modification de texte n'est proposée dans le délai, le procès-verbal devient définitif.

La demande de rectification est soumise par le président au Comité lors de sa plus prochaine réunion. Si aucun accord n'est trouvé, les positions divergentes sont actées au procès-verbal.

§ 3. Une copie des procès-verbaux est adressée :

- au ministre ayant les statuts des personnels de l'enseignement libre et des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dans ses attributions;
- au(x) Ministre(s) ayant les établissements d'enseignement libre subventionné et les centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés dans ses (leurs) attributions;
- au ministre du budget;
- au ministre de la fonction publique;
- au ministre-président.

Art. 24. Les motifs pour lesquels la décision d'une autorité s'écarte de l'avis motivé formulé par le Comité sont communiqués dans le mois aux membres de la délégation de l'autorité et aux organisations syndicales.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, 19 mai 2004

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance,
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'ONE,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 551-1. — Amendements de commission, n° 551-2. — Rapport, n° 551-3. — Amendement de séance, n° 551-4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 11 mai 2004.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2453

[C — 2004/29241]

19 MEI 2004. — **Decreet betreffende de onderhandeling in de Franse Gemeenschap (1)**

Het parlement heeft aangenomen, en wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

HOOFDSTUK I. — *Gemeenschappelijke kwesties die de gezamenlijke vergadering vereisen van bepaalde onderhandelingscomités binnen de Franse Gemeenschap*

Artikel 1. Dit hoofdstuk is enkel van toepassing :

- indien de onderhandelingen betreffende de intersectorale sociale programmatie voor de materies bedoeld in artikel 3, § 1, lid 7 en § 3 en in artikel 9bis, § 1, 1° en 2°, f) en § 5, van de wet van 19 december 1974 die de betrekkingen regelt tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, zoals aangepast door de wet van (...), niet tot een akkoord hebben geleid;

- indien, in overeenstemming met artikel 3, § 1, lid 2 van de wet van 19 december 1974, zoals aangepast door de wet van (...), bij gebrek aan een voorafgaand akkoord tussen alle overheden en alle vakbondsorganisaties andere materies niet op de agenda konden worden geplaatst van het gezamenlijk comité van alle overheidsdiensten bedoeld in artikel 3, § 1, lid 1, 3°, van de voornoemde wet van 19 december 1974, of indien, in de tegenovergestelde gevallen, de onderhandelingen over hun onderwerp niet tot een akkoord hebben geleid.

Art. 2. § 1. Om de twee jaar komt de Regering gezamenlijk samen om onderhandelingen te voeren over een intersectorale sociale programmatie :

1° Het Comité voor de lokale en provinciale Overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap);

2° Het Comité van Sector IX;

3° Het Comité van Sector XVII,

betreffende hetgeen bedoeld in artikel 17, § 2ter, en bijlage I van het Koninklijk Besluit van 28 september 1984 houdende de uitvoering van de wet van 19 december 1974 die de betrekkingen regelt tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

§ 2. Geen enkele kwestie betreffende een sectorale sociale programmatie is ingeschreven in de agenda van één van de comités bedoeld in § 1, gedurende een termijn van vier maanden vanaf het moment waarop de onderhandeling betreffende een intersectorale programmatie voor de eerste maal werd ingeschreven in de agenda van een gezamenlijke vergadering van de comités bedoeld in § 1.

Indien er, voor een periode van in principe twee jaar, geen akkoord wordt bereikt over een intersectorale programmatie in overeenstemming met § 1, en dat er voor de voortzetting van de sectorale programmaties binnen één of meerdere comité(s) bedoeld in § 1 in gezamenlijke vergadering onderhandelingen worden gevoerd over een eventuele aanvullende intersectorale programmatie voor deze periode.

HOOFDSTUK II. — *Betreffende het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel in het gesubsidieerde vrije onderwijs*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 3. Dit hoofdstuk is van toepassing op de personeelsleden bezoldigd door weddetoelagen van de instellingen voor het gesubsidieerde vrije onderwijs en gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra.

Art. 4. Er wordt een comité voor onderhandeling en overleg opgericht betreffende de statuten voor het personeel van het gesubsidieerde vrije onderwijs, hierna het Comité genoemd.

Voor de personeelsleden bedoeld in artikel 3, beschikt het Comité over dezelfde bevoegdheden voor wat de administratieve statuten betreft en, terwijl de ontworpen bepaling uitsluitend op deze personeelsleden is gericht, de financiële statuten, als het Comité voor de lokale en provinciale Overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap).

Deze materies vormen het voorwerp van onderhandeling of overleg, volgens dezelfde verdeling als binnen het Comité van de lokale en provinciale Overheidsdiensten - Afdeling II (Onderafdeling Franse Gemeenschap).

Art. 5. § 1. Het Comité is samengesteld uit een delegatie van de overheid en delegaties van de vakbondsorganisaties die de personeelsleden vertegenwoordigen die bezoldigd zijn door weddetoelagen in het onderwijs en in psycho-medisch-sociale centra, die aangesloten zijn bij vakbondsorganisaties die in de nationale Arbeidsraad zetelen.

§ 2. De overheidsdelegatie, met inbegrip van de voorzitter en indien van toepassing de vice-voorzitter(s), bestaat uit maximum 10 leden.

De overheidsdelegatie omvat de minister van ambtenarenzaken en de minister van begroting, of hun behoorlijk gemachtigde vertegenwoordigers.

De andere leden van de overheidsdelegatie worden door de president gekozen uit de personen die, met om het even welke titel, de kwaliteiten bezitten de Regering van de Franse Gemeenschap te verbinden.

De voorzitter en de vice-voorzitter(s) worden door de Regering aangesteld. Ze kunnen zich laten vervangen door een behoorlijk gemachtigd vertegenwoordiger.

De overheidsdelegatie kan zich laten vergezellen door specialisten.

§ 3. Iedere vakbondsorganisatie stelt vrij haar delegatie samen en bestaat maximum uit vier leden.

De delegatie van elke vakbondsorganisatie kan zich laten vergezellen door maximum twee specialisten per ingeschreven agendapunt.

Art. 6. De voorzitter waakt over de goede werking van het Comité en stelt de secretaris aan, evenals de administratieve dienst die het secretariaat regelt.

Het Comité stelt zijn eigen huishoudelijk reglement op. Dit reglement wordt door de Regering goedgekeurd.

Art. 7. De maatregelen die getroffen worden tengevolge van de onderhandeling of het overleg vermelden de datum van het protocol of het gemotiveerde advies bedoeld in de respectievelijke artikels 14 en 21.

Afdeling 2. — Betreffende de onderhandeling

Art. 8. Een kwestie wordt ter onderhandeling voorgelegd op initiatief van de overheid of een vakbondsorganisatie.

Met het oog op onderhandeling ontvangen de vakbondsorganisaties al de nodige documentatie.

Art. 9. De voorzitter stelt de agenda op, rekening houdend met de initiatieven bedoeld in artikel 8; hij bepaalt tevens de datums van de vergaderingen.

Hij leidt de debatten en verzekert het goede verloop van de vergaderingen.

De agenda vermeldt, voor wat de termijnen betreft bedoeld in artikel 10, wanneer de onderhandelingen dienen te worden beëindigd.

Art. 10. De secretaris verstuurt de oproepingen met de agendapunten naar de leden van zowel de overheidsdelegatie als de vakbondsorganisaties en dit minstens tien werkdagen voor de datum van de vergadering. De postdatum geldt als verzendingsbewijs.

Wanneer de voorzitter het dringend acht, kan hij de termijn tot drie werkdagen beperken, zonder dat dit noodzakelijkerwijs tot de toepassing leidt van artikel 13, lid 3.

Iedere oproeping gaat vergezeld van de noodzakelijke documentatie voor de onderhandeling.

Art. 11. Tijdens de vergadering heeft iedere delegatie het recht om wijzigingen betreffende de agenda voor te stellen.

Om van toepassing te zijn, dienen deze wijzigingen unaniem door de aanwezige delegaties te worden aanvaard.

Art. 12. Noch de afwezigheid van één of meerdere leden van de overheidsdelegatie die regelmatig worden opgeroepen, noch de afwezigheid van één of meerdere delegaties van de vakbondsorganisaties die regelmatig worden opgeroepen, leidt tot de ongeldigheid van de onderhandelingen.

Art. 13. De onderhandeling wordt beëindigd binnen een termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de termijn van de vergadering waarin het punt voor de eerste maal werd aangesneden.

De termijn kan bij onderlinge overeenstemming tussen de aanwezige delegaties worden verlengd.

De voorzitter kan de termijn tot tien dagen beperken, wanneer hij de bespreking van een punt dringend acht.

Art. 14. De conclusies van iedere onderhandeling worden in een protocol opgenomen dat de volgende zaken vermeldt :

1° ofwel het unanieme akkoord van alle delegaties;

2° ofwel het akkoord tussen de overheidsdelegatie en de delegatie van één of meerdere vakbondsorganisaties, evenals het standpunt van de delegatie van één of meerdere vakbondsorganisaties;

3° ofwel het respectievelijke standpunt van iedere delegatie.

Art. 15. De secretaris stelt de notulen op van de vergaderingen.

De notulen van iedere vergadering vermelden uitsluitend :

1° de agendapunten;

2° de naam van de leden van de overheidsdelegatie die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn;

3° de namen van de vakbondsorganisaties die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn en de naam van de leden van de delegaties van de vakbondsorganisaties die aanwezig of verontschuldigd zijn;

4° de naam van de specialisten;

5° de besproken punten;

6° de punten waarvoor de onderhandeling werd beëindigd.

De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Een kopie wordt aan de leden van de delegaties en de vakbondsorganisaties verstuurd.

Art. 16. Bij afloop van de termijn bepaald in artikel 13, maakt de voorzitter het ontwerp van het protocol op, in overeenstemming met artikel 14 en legt het voor akkoord voor aan de andere leden van de overheidsdelegatie en tevens aan de vakbondsorganisaties, binnen de vijftien dagen die op de sluiting van de onderhandeling volgen.

De leden van de overheidsdelegatie en de vakbondsorganisaties beschikken over een termijn van vijftien werkdagen te rekenen vanaf de zending, per aangetekende brief, van het document waarin zij hun opmerkingen aan de voorzitter meedelen; waarbij de postdatum als verzendingsbewijs geldt. De voorzitter kan deze termijn echter aanpassen, op verzoek van een delegatie en na de andere delegaties betrokken bij de voornoemde termijn van vijftien dagen te hebben gehoord.

Wanneer geen enkel voorstel tot aanpassing van de tekst wordt gedaan, wordt de ontwerp tekst overgenomen als definitieve tekst voor het protocol. In het tegenovergestelde geval, worden de opmerkingen gedurende een volgende vergadering onderzocht. Op basis van dit onderzoek stelt de voorzitter de definitieve tekst van het protocol op.

Een kopie van de definitieve protocoltekst wordt aan de leden van de overheidsdelegatie en van de vakbondsorganisaties verstuurd.

De voorzitter nodigt de leden van de overheidsdelegatie en de vakbondsorganisaties die het protocol wensen te ondertekenen uit om dit te doen binnen de door hem bepaalde termijn, nadat hij de betrokken vakbondsorganisaties heeft gehoord.

Art. 17. § 1. De agenda en de bijbehorende documentatie worden samen met de notulen en de protocollen bij het secretariaat ingediend en bewaard.

§ 2. De secretaris verstuurt een kopie van de protocollen :

- naar de minister die bevoegd is voor de toekenning van de statuten voor het personeel in het vrije onderwijs en in de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

- naar de minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de toekenning van de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen en de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

- naar de minister van begroting;

- naar de minister van ambtenarenzaken;

- naar de minister-president.

Afdeling 3. — Betreffende het overleg

Art. 18. Een kwestie wordt ter overleg voorgelegd op initiatief van de overheid of van een vakbondsorganisatie.

Met het oog op overleg ontvangen de vakbondsorganisaties al de noodzakelijke informatie.

De voorzitter van het Comité stelt de agenda op en bepaalt de datum van de vergadering.

Art. 19. De artikelen 9 tot 13 en 17, § 1, zijn mutatis mutandis van toepassing op deze afdeling.

Art. 20. Iedere vakbondsorganisatie die in het Comité zetelt, kan bij de voorzitter een schriftelijk verzoek indienen om een kwestie geschikt voor overleg aan de agenda toe te voegen. In dat geval, dient men ten laatste zestig dagen na ontvangst van het verzoek het Comité samen te roepen.

De voorzitter kan wegens dwingende redenen weigeren om een punt aan de agenda toe te voegen. In dat geval dient hij de redenen voor de weigering aan het Comité en aan de betrokken vakbondsorganisaties bekend te maken binnen de vijftien dagen na de verzending van het verzoek.

Art. 21. Op het einde van het overleg formuleert het Comité een gemotiveerd advies.

Art. 22. De secretaris stelt de notulen van de vergaderingen op.

De notulen van iedere vergadering vermelden :

1° de agendapunten;

2° de naam van de leden van de overheidsdelegatie die aanwezig, verontschuldigd, of afwezig zijn;

3° de naam van de vakbondsorganisaties die aanwezig, verontschuldigd of afwezig zijn en de naam van de leden van de delegaties van de vakbondsorganisaties die aanwezig of verontschuldigd zijn;

4° de naam van de specialisten;

5° de beknopte samenvatting van de discussies;

6° het gemotiveerde advies.

De notulen worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend.

Art. 23. § 1. Binnen de vijftien dagen die op de vergadering volgen, wordt een kopie van de notulen via aangetekende zending naar de leden van de overheidsdelegatie en aan de betrokken vakbondsorganisaties verstuurd.

§ 2. De leden van de overheidsdelegatie en de vakbondsorganisaties beschikken over een termijn van vijftien werkdagen na de zending van de notulen om hun opmerkingen aan de voorzitter mee te delen. Hierbij geldt de postdatum als verzendingsbewijs.

De voorzitter kan deze termijn echter aanpassen, op verzoek van een delegatie en na de andere betrokken delegaties te hebben gehoord binnen de voornoemde termijn van vijftien werkdagen.

Wanneer geen enkele aanpassing van de tekst wordt voorgesteld binnen de termijn, worden de notulen definitief.

Het verzoek ter verbetering wordt tijdens de volgende vergadering door de voorzitter aan het Comité voorgelegd. Wanneer geen enkel akkoord wordt bereikt, worden de uiteenlopende standpunten in de notulen opgenomen.

§ 3. Een kopie van de notulen worden verstuurd :

- naar de minister die bevoegd is voor de toekenning van de statuten voor het personeel in het vrije onderwijs en in de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

- naar de minister(s) die bevoegd is (zijn) voor de toekenning van de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen en de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra;

- naar de minister van begroting;

- naar de minister van ambtenarenzaken;

- naar de minister-president.

Art. 24. De redenen waarvoor het besluit van een overheid afwijkt van het geformuleerde gemotiveerde advies van het Comité worden binnen de maand meegedeeld aan de leden van de overheidsdelegatie en aan de vakbondsorganisaties.

HOOFDSTUK III. — Slotbepaling

Art. 25. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2004.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met de Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn,
belast met het basisonderwijs, de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de O.N.E.,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair onderwijs en buitengewoon onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Begroting,

M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

O. CHASTEL

De Minister van Hoger onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.**Stukken van de Raad.* — Ontwerp van decreet : nr. 551-1. — Amendementen van de Commissie : nr. 551-2. — Verslag : nr. 551-3. — Commissieamendement, nr. 551-4.*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming - Vergadering van 11 mei 2004.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2454

[C — 2004/29231]

2 JUIN 2004. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les indemnités allouées au commissaire du Gouvernement de la Communauté française auprès du Consortium de validation des compétences

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française, notamment l'article 10;

Vu le décret du 22 octobre 2003 y portant assentiment;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 27 mai 2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 juin 2004;

Considérant qu'il convient de fixer les indemnités allouées au commissaire du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales, et de la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le commissaire du Gouvernement de la Communauté française auprès du Consortium de validation des compétences, ci-après dénommé le commissaire du Gouvernement, bénéficie d'une allocation forfaitaire annuelle de 1.500 euros et d'un jeton de présence de 75 euros par séance.

Cette allocation et ces jetons couvrent les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de 40 % du montant total alloué.

Art. 2. Le commissaire du Gouvernement bénéficie du remboursement de ses frais de déplacement aux conditions suivantes :

1° les moyens de transport en commun sont remboursés sur la base des tarifs officiels;

2° si ces moyens de transport comportent plusieurs classes, le commissaire du Gouvernement est remboursé au prix du déplacement en 1^{re} classe;

3° l'utilisation d'un véhicule personnel est remboursée sur la base d'une indemnité kilométrique déterminée conformément au tarif fixé par les dispositions réglementaires applicables aux agents de la Communauté française en matière de frais de parcours.

La Communauté française n'assume pas la couverture des risques résultant de l'utilisation d'un véhicule personnel.

Art. 3. Les montants visés à l'article 1^{er} sont liés à l'indice général des prix à la consommation et correspondent à l'indice pivot 138,01 de janvier 1990.**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juillet 2004.**Art. 5.** Le Ministre-Président et la Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juin 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales

H. HASQUIN

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,

Mme F. DUPUIS

 VERTALING
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2454

[C — 2004/29231]

2 JUNI 2004. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende bepaling van de vergoedingen toegekend aan de commissaris van de Regering van de Franse Gemeenschap bij het Consortium voor de bekrachtiging van de bevoegdheden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 10;

Gelet op het decreet van 22 oktober 2003 ter instemming ermee;